



OCDE : LE SIGNAL D'ALARME

La diffusion, fin avril, des chiffres de l'OCDE sur le niveau des prélèvements obligatoires sur les salaires n'est certes pas une surprise.

La Belgique y apparaît comme champion toutes catégories du niveau de taxation, des salariés (impôts et cotisations sociales comprises).

C'est même le seul pays où le taux de prélèvement dépasse les 50%, pour atteindre 52%. Cela veut dire que les salariés belges travaillent plus pour l'État que pour eux-mêmes.

Pour eux, comme pour leurs employeurs, cette situation n'est absolument pas acceptable. Cela appauvrit les classes moyennes et rend insuffisante la compétitivité du pays.

Ce n'est pas la première fois que la Belgique apparaît très haut dans ce type de classement. En réalité, elle y est tout le temps, mais cette fois elle a reçu une très regrettable « médaille d'or ».

Plus encore que dans les cotisations sociales, c'est au niveau des impôts que la Belgique dépasse tous les autres pays du monde industrialisé.

C'est un signal pour ce gouvernement, parce que cela démontre l'absurdité de sa politique. C'est aussi une question qui doit figurer en tête des préoccupations du prochain gouvernement.

Il ne sert plus à rien d'essayer de faire encore des minuscules « tax shifts », ni même une prétendue « première phase d'une vaste réforme fiscale », telle celle annoncée par le ministre des Finances. Cette réforme avait certes pour objet de réduire dans une faible mesure l'impact de notre barème fiscal qui

monte beaucoup trop vite. Mais en y regardant bien, il a fallu constater que les quelques réductions d'impôts consenties, en théorie, sur les revenus du travail, étaient compensées par des augmentations d'impôts, touchant essentiellement... à d'autres types de revenus du travail.

On ne peut plus non plus « compenser » les réductions accordées en s'en prenant aux revenus du capital. Parce qu'eux aussi figurent parmi les plus taxés d'Europe.

Il n'y a pas de solution consistant à faire une réforme fiscale « neutre », c'est-à-dire sans réduction globale d'impôt. C'est assez simple : il faut réduire les impôts, et pour cela, il faut accepter de réduire les dépenses aussi, c'est-à-dire ramener l'État à de plus justes proportions.

ME TYPHANIE AFSCHRIFT

Avocate spécialisée en droit fiscal (Afschrift Tax and Legal)
Co-présidente de l'Ecofin Tax Club LU/INTL

